



Les académies américaine et russe œuvrent ensemble à la sécurité nucléaire

Christopher A. Eldridge

Face aux menaces croissantes de terrorisme et de prolifération nucléaires, les Académies nationales des États-Unis et l'Académie russe des sciences ont lancé, au début de 2002, une série de projets communs qui regroupent leurs compétences afin de résoudre les problèmes de coopération qui se posent entre les deux pays en matière de non-prolifération. L'AIEA a prêté son talent et son soutien à cette collaboration en accueillant des ateliers organisés conjointement par les deux académies avec le soutien financier de l'Initiative américaine relative à la menace nucléaire.

Les deux ateliers, tenus au Siège de l'AIEA en septembre 2003, ont permis de mettre en lumière les obstacles et les possibilités d'action. Le premier, qui s'est penché sur les facteurs qui font obstacle à la coopération entre les États-Unis et la Russie dans le domaine de la non-prolifération, a réuni des fonctionnaires qui étaient ou avaient été responsables de programmes de coopération ainsi que des experts d'organisations non gouvernementales des deux pays. Le second a réuni un groupe multinational d'experts de la protection, du contrôle et de la comptabilité des matières nucléaires afin d'examiner les pratiques et les procédures à la lumière des nouveaux risques de prolifération et de terrorisme nucléaires.

Surmonter les obstacles

Les participants au premier atelier ont recherché les moyens de renforcer les programmes américains et russes de coopération qui sont essentiels à la réalisation des objectifs de non-prolifération et de lutte antiterroriste de la communauté internationale. Ces programmes, lancés peu après la chute de l'Union soviétique en 1991, ont pour objectifs de sécuriser, de consolider et d'éliminer les armes et matières nucléaires héritées de l'énorme complexe nucléaire soviétique. Comme Tariq Rauf (AIEA) l'a souligné dans ses remarques liminaires, les États-Unis et la Russie ont été exemplaires dans leur coopération avec les programmes de non-prolifération de l'AIEA, mais il leur reste à résoudre plusieurs problèmes dans le cadre de leur propre coopération. Ces deux pays conservant – et de loin – les plus grands arsenaux nucléaires mondiaux, il faudrait également, selon Tariq Rauf, qu'ils fassent d'importants progrès en matière de désarmement nucléaire si l'on veut que les activités de non-prolifération portent des fruits.

La première conclusion tirée des discussions a été que les nombreux succès de la coopération en matière de non-prolifération – comme l'Accord d'achat d'uranium hautement enrichi, le démantèlement de sous-marins nucléaires russes déclassés porteurs d'armes nucléaires et le Centre international pour la science et la technologie – devraient être reconnus comme tels et cités en exemples. Ces programmes démontrent le vaste potentiel que recèle la coopération internationale pour ce qui est d'instaurer la paix et la stabilité.

Malgré ces succès, cependant, il subsiste plusieurs obstacles à la coopération en matière de non-prolifération entre les États-Unis et la Russie. Les obstacles politiques sont parmi les plus tenaces : les États-Unis lient la poursuite du financement de programmes de coopération à des objectifs politiques plus larges, la Russie refuse à des fonctionnaires américains l'accès à des installations russes où se déroulent des activités financées par les États-Unis, et les spécialistes russes de la non-prolifération ont des difficultés à obtenir des visas d'entrée aux États-Unis pour mener des discussions scientifiques ou même s'acquitter de tâches officielles.

Un autre obstacle à la coopération est la question de la responsabilité des entreprises américaines travaillant dans des installations nucléaires russes. Se fondant sur les dispositions négociées initialement avec les Russes lorsque la coopération s'est engagée, le Gouvernement américain soutient que les entreprises américaines devraient être dégagées de toute responsabilité en cas d'accident. Le Gouvernement russe, de son côté, rétorque que ce niveau de protection est inacceptable et dépasse les normes internationales. Ces problèmes politiques découlent non seulement des différences de système existant entre les deux pays, mais aussi de la méfiance accumulée en plusieurs décennies de guerre froide. Les problèmes de bureaucratie et d'organisation – absence de communication et désaccords sur les domaines de responsabilité – créent aussi de formidables obstacles.

Convenant qu'il n'existe aucune solution unique, les participants aux ateliers ont examiné une large gamme d'outils que des fonctionnaires des deux pays pourraient utiliser pour résoudre les problèmes de coopération qui se posent en matière de non-prolifération. Des contacts officiels et informels à différents niveaux, tant au sein du gouvernement qu'à l'extérieur, pourraient par exemple aider à prendre des décisions importantes, à surmonter des obstacles bureaucratiques, à recenser des problèmes et des solutions, et à instaurer la confiance par des relations personnelles. Une coopération scientifique et technique, en particulier dans la mise au point de techniques de production d'énergie résistantes à la prolifération, aiderait aussi à surmonter les obstacles.

Comme certaines structures réglementaires et juridiques existantes créent parfois des obstacles à la coopération et comme les règles requises n'ont parfois pas été édictées, les participants ont aussi invité les deux gouvernements à actualiser les lois et règles applicables afin de faciliter la coopération. Enfin, on a souligné la nécessité de diffuser les données d'expérience au moyen de programmes de formation afin que les enseignements tirés dans le cadre d'un programme n'aient pas à être tirés de nouveau dans un autre.

Communiquer sur les meilleures pratiques

Étant chargés de protéger, de gérer et de comptabiliser les matières et composants utilisés dans le programme nucléaire d'armement ou de production d'électricité de leur pays, les chercheurs, ingénieurs et techniciens qui surveillent et gèrent ces programmes dans le monde sont à la pointe du combat mené contre la prolifération et le terrorisme nucléaires. L'atelier consacré à ce sujet est donc convenu de développer le corpus de savoir professionnel que ces experts peuvent utiliser dans le cadre de leurs fonctions en les exposant à différentes approches et idées. Les participants ont pris connaissance des pratiques actuelles de plusieurs pays et ont étudié le rôle que ces activités jouent dans le régime international de non-prolifération nucléaire issu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Un nombre particulièrement élevé de représentants de l'AIEA et de ses États Membres a participé à cet atelier. Ont été présentés non seulement les différents points de vue des pays représentés, mais aussi leurs objectifs communs, dont la réduction des risques de prolifération et de terrorisme nucléaires. Le Directeur général adjoint de l'AIEA chargé de la sûreté et de la sécurité nucléaires, Tomihiro Taniguchi, a présenté le plan élaboré par l'AIEA pour combattre la menace de terrorisme nucléaire. Pierre Goldschmidt, Directeur général adjoint chargé des garanties, a abordé les problèmes rencontrés par le régime de non-prolifération nucléaire.

L'atelier a abordé trois points principaux : problèmes prédominants, systèmes nationaux de protection, de contrôle et de comptabilité des matières, et garanties internationales contre la prolifération nucléaire. Sur le premier point, les exposés ont présenté divers problèmes et points de vue, mais ce qui a prédominé, c'est la

nécessité de combattre collectivement les menaces de terrorisme et de prolifération nucléaires. Sur le deuxième point, les intervenants ont présenté les pratiques adoptées par plusieurs pays ainsi que les problèmes que rencontrent tous les systèmes. Il est ressorti que tous les pays s'efforçaient de créer un système efficace dans le cadre de leur propre contexte politique, économique et culturel. Lors de l'examen des problèmes rencontrés par tous les systèmes nationaux, on a abordé les facteurs non seulement techniques, mais aussi humains et organisationnels qui conditionnent la gestion d'installations nucléaires, et l'on a souligné la nécessité de mieux comprendre le rôle que jouent ces facteurs non techniques.

S'agissant des garanties, on a fait le point des activités menées dans le monde en matière de non-prolifération nucléaire et analysé le rôle joué par l'AIEA. Des documents techniques ont décrit les progrès réalisés par l'AIEA en matière d'inspection et de vérification ainsi que des systèmes de protection, de contrôle et de comptabilisation des matières. Des exposés sur les problèmes politiques de la Russie, des États-Unis et du Japon ont résumé les programmes et traités de non-prolifération soutenus par chaque pays, présentant trois perspectives différentes des problèmes et priorités du régime international de non-prolifération.

Œuvrer à la réalisation d'objectifs communs

Plusieurs thèmes importants ont émergé de ces ateliers. Premièrement : le rôle important que joue la concertation entre des spécialistes qui œuvrent à la réalisation d'objectifs communs. Les débats ont permis aux participants de recenser les problèmes, d'envisager des solutions, et de renforcer leur collaboration en partageant leur savoir. Deuxièmement, les participants ont tiré des enseignements de leurs différences. Ce point a revêtu une importance particulière non seulement lors de l'examen de la coopération États-Unis/Russie, mais aussi lors de l'atelier consacré à la protection, au contrôle et à la comptabilité des matières. De ces débats, il est ressorti que les États-Unis et la Russie pouvaient tirer autant d'enseignements de pays qui abordaient nouvellement les problèmes de protection, de contrôle et de comptabilité des matières que ces derniers pouvaient en tirer de la longue et vaste expérience acquise par les deux anciens rivaux. Troisièmement, les débats ont mis en évidence la nature de plus en plus internationale des problèmes de prolifération nucléaire et souligné la nécessité de traiter les problèmes mondiaux par des solutions mondiales. Enfin, les ateliers ont démontré que les décisions scientifiques et techniques qui ont des incidences sur les politiques nationales et internationales sont très bien comprises non seulement en tant que choix rationnels entre plusieurs options, mais aussi dans les contextes politique, économique et culturel dans lesquels elles sont prises.

Christopher Eldridge (celdridg@nas.edu) est chargé de programme à la Division des affaires politiques et internationales des Académies nationales des États-Unis. Il a administré plusieurs programmes de non-prolifération nucléaire associant les Académies nationales des États-Unis et l'Académie russe des sciences.